

# LES CHIFFRES

## 27500

Vente aux enchères : Kyar Pauk, leader du groupe de rock birman Big Bag, a vendu son ukulélé pour 27 500 dollars au bénéfice du gouvernement d'unité nationale et de la révolution.



## 23

Total Energies annonce un bénéfice net multiplié par 23 (!) sur un an - à 4,6 milliards de dollars au 3ème trimestre. Le groupe profite à plein de la remontée des cours des hydrocarbures, en particulier de la flambée du gaz...



## 5600 ?

La junte a annoncé la libération de 5600 prisonniers politiques. Depuis, l'Association pour la libération de ces prisonniers (AAPP) tente de recenser les libérations : impossible d'avoir une liste précise et seuls quelques centaines de noms ont été identifiés. Pendant ce temps, plus de 100 « libérés » ont été immédiatement « ré-arrêtés », une torture mentale.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

## **Vers une opération militaire de la junte d'une ampleur sans précédent ?**

Les cris d'alarme se multiplient. Tom Andrews, Rapporteur Spécial de l'Onu sur la Birmanie, fait état d'un déploiement massif de troupes et d'armes lourdes dans le nord du pays et dit craindre de nouvelles atrocités. Le numéro 2 de la junte a en effet ordonné aux troupes de l'armée d'anéantir les forces de défense civiles. Avec l'arrivée de la saison sèche, les observateurs redoutent une opération de «nettoyage» d'une dimension inégalée depuis l'indépendance du pays. Ces derniers mois, les forces de défense civiles se sont multipliées à travers le pays. Alors que le gouvernement d'unité nationale (NUG) annonce la mise en place d'un commandement unifié, les pertes subies par la junte se multiplient. Celle-ci est prête à tout pour venir à bout de la résistance, en particulier dans l'état Chin et dans les régions centrales du pays. Les villages brûlés dans l'état Chin - à majorité chrétienne - évoquent malheureusement le précédent des violences dans l'Arakan en 2016 et 2017. Dans une lettre ouverte au Secrétaire général de l'Onu, près de 100 organisations de la société civile, parmi lesquelles Info Birmanie, mettent en garde dans ce contexte sur la situation des minorités ethniques et religieuses. L'aggravation de la crise appelle des actions concrètes et urgentes : *«La communauté internationale a manqué d'action rapide et efficace en réponse au génocide de 2017, laissant tomber les Rohingya. Elle ne doit pas laisser tomber le peuple birman »* implore Khin Ohmar de l'ONG Progressive Voice.

## **L'appel de la Chin National Human Rights Organisation (CHRO)**

A l'heure où nous bouclons cette newsletter, la CHRO, basée aux Etats-Unis, réitère son appel à une action urgente du Conseil de sécurité de l'Onu pour traiter de la situation dans l'état Chin. Le 29 octobre, la Tatmadaw a lancé des roquettes incendiaires sur la ville de Thantlang (photo), déjà visée.



Après plusieurs explosions, plus de 100 maisons sont en feu, ainsi que plusieurs édifices religieux. Des soldats ont délibérément incendié des maisons à différents endroits de la ville, en grande partie évacuée. La CHRO dit avoir été informée qu'il existe un orphelinat à l'entrée de Thantlang, où se trouvent plus de 20 enfants et leurs enseignants incapables de fuir en toute sécurité. Les bureaux de la CHRO, de Save the Children et du Gret ont été incendiés. Quatre autres villages ont été incendiés dans le canton de Falam. Le général de brigade Zo Myint Tun déclare que la junte a la capacité d'*«anéantir le Chin en 2 semaines»* : elle se rend de nouveau coupable de crimes de guerre et de graves violations du droit international humanitaire et l'Histoire semble se répéter pendant que de nouvelles troupes continuent d'arriver...

## **La junte de plus en plus isolée sur la scène internationale**

La junte a vertement critiqué l'adoption par le Sénat français d'une résolution appelant à la reconnaissance du gouvernement d'unité nationale (NUG) et n'a pas non plus apprécié la résolution du Parlement Européen apportant son soutien au NUG... Mais surtout, elle a subi un revers sans précédent de la part de l'ASEAN - l'Association des Etats de l'Asie du Sud-Est - qui depuis des mois joue sa crédibilité dans le dossier birman. Celle-ci étant au plus mal, le regroupement régional (qui se caractérise plutôt par la non-ingérence dans les « affaires intérieures » quelle que soit la situation des droits humains) a bloqué la venue de Min Aung Hlaing, le chef de la junte, lors de son sommet d'octobre. Le camouflet est immense : la junte découvre qu'elle ne peut plus forcément compter sur ses voisins. Ce mois-ci, l'envoyé spécial de l'ASEAN qui devait se rendre en Birmanie a refusé de faire le déplacement parce que la junte lui a refusé l'accès à Aung San Suu Kyi. Jusqu'où ira l'ASEAN ? Le Cambodge, qui va assurer sa présidence, poussera les dirigeants militaires à entamer un dialogue avec ses opposants déclare son Ministre des affaires étrangères : *« Maintenant, il y a un élan et la junte est sous pression, l'ASEAN devrait battre le fer pendant qu'il est chaud. »* Mais la société civile insiste sur l'arrêt de la violence comme prérequis à tout dialogue. Peut-on dialoguer avec la Tatmadaw?

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

## L'acheminement de l'aide humanitaire : une épineuse question

*The New Humanitarian* revient ce mois-ci sur la question de l'accès à l'aide humanitaire en Birmanie : les diplomates discutent de l'acheminement de l'aide via le front oriental du pays. Des discussions sur l'aide transfrontalière ont ainsi eu lieu entre les États-Unis et la Thaïlande, qui a organisé des réunions relatives aux « *voies de transmission possibles... pour fournir une assistance au peuple birman* ». Voilà longtemps que la société civile birmane demande que l'aide soit acheminée par le biais d'organisations de la société civile locales et que les groupes internationaux ne s'engagent pas avec la junte militaire, qui impose de sévères restrictions à l'aide (comme l'avait fait le gouvernement civil précédent). Le contexte d'intervention pour les ONG internationales est de plus en plus complexe. L'intensification de l'aide transfrontalière serait une aubaine pour ceux qui vivent le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, mais les conditions s'aggravent également au-delà de la portée de l'aide frontalière existante. La répression militaire contre les mouvements de résistance a déplacé près de 40 000 civils dans certaines parties de l'état Chin et dans les régions de Magway et de Sagaing. Depuis le coup d'Etat, la Birmanie compte plus de 250 000 nouveaux déplacés internes.

## Total ment / « Totalment »

La mobilisation de la société civile contre Total ne faiblit pas. En France, une nouvelle plateforme portée par Notre Affaire à Tous et 350.org dénommée « **Totalment** » vient d'être lancée autour de révélations relatives à la connaissance qu'avait le groupe de l'impact de ses activités sur le changement climatique. Info Birmanie fait partie du front commun de cette plateforme, qui vise à centraliser les campagnes sur Total et à proposer un parcours d'engagement citoyen. Sur les réseaux sociaux, on peut voir des images de manifestants dans plusieurs localités birmanes qui manifestent, au péril de leur vie, pour demander à Total de suspendre ses paiements à la junte. La campagne citoyenne « **Blood Money Campaign** », qui cible les entreprises finançant la junte, relaie ces images et monte le ton du 25 au 31 octobre contre le secteur gazier et pétrolier en Birmanie. Sa **pétition** contre Total a recueilli près de 30 000 signatures. Info Birmanie compte bien relayer la campagne. Lors d'un colloque organisé par Human Rights Watch (HRW) France à Science Po, Phil Robertson, directeur Asie de HRW, a résumé le contexte français : les sanctions ciblées contre la junte n'incluent pas le secteur le plus important - le pétrole et le gaz - « *car la France bloque les sanctions de l'Union Européenne sur ce secteur. La raison en un mot : TOTAL.* » Heureusement, plusieurs sénateurs français ont récemment pointé du doigt Total lors du vote au Sénat d'une résolution portant sur la reconnaissance du gouvernement d'unité nationale (NUG). Total Energies vient d'être ajoutée à la « Dirty List » de l'ONG Burma Campaign UK...

## Loin des projecteurs, le sort des Rohingya ne connaît pas d'amélioration

L'information est passée inaperçue : en octobre, l'Onu a signé un protocole d'accord avec le Bangladesh relatif aux services de base à fournir à des milliers de réfugiés Rohingya transférés sur le site contesté de Bashan Char au large du golfe du Bengale. Les autorités bangladaises y ont déjà déplacé près de 19 000 Rohingya, en dépit des protestations de certains réfugiés et de l'opposition des organisations de défense des droits humains. Le Bangladesh affirme qu'il prévoit, une fois la saison des tempêtes passée, d'y transférer 80 000 réfugiés supplémentaires. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) met en avant sa coopération avec les autorités concernant un ensemble de services à apporter aux réfugiés. Mais l'ONG Fortify Rights - qui a pu consulter le protocole d'accord dont le contenu n'a pas été publié - dénonce des dispositions qui limitent la liberté de mouvement des réfugiés. La prison redoutée est devenue réalité ? Pendant ce temps, la situation sécuritaire dans les camps au Bangladesh ne cesse de se dégrader. Mohib Ullah, fervent défenseur des Rohingya, a été assassiné à l'extérieur de son bureau situé à Kutupalong, alors que des voix se lèvent pour dénoncer la terreur que l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) fait régner dans les camps.

## FOCUS

Il y a un an, notre Focus du mois portait sur les élections législatives de novembre 2020... Un an plus tard, des villages sont incendiés par les militaires. Comme si l'Histoire se rejouait, mais peut-être en pire encore, si les semaines à venir donnent raison à ceux qui nous alertent sur la préparation d'une opération militaire d'une envergure sans précédent avec l'arrivée de la saison sèche. Les mêmes cris d'alarme, le même échec de la communauté internationale?

Dans le contexte de la dégradation constante de la situation, nous voulons attirer l'attention sur Total en Birmanie et ce scandale français qui ne cesse de se répéter. Le Directeur Asie de Human Rights Watch l'a très bien résumé lors d'un colloque qui s'est tenu à Science Po sur l'impunité en Birmanie le 28 octobre : La France s'oppose aux sanctions sur le secteur gazier et pétrolier, manne financière essentielle à la junte, à cause de Total, qui est donc véritablement le scandale français que rien ne semble pouvoir ébranler jusqu'à présent. Le scandale d'un groupe qui donne le ton à un Etat. Mais pour combien de temps encore? Il faut agir sur trois leviers de manière concertée au niveau international pour atteindre la junte : couper les armes, couper l'argent, couper la légitimité. Ce sont les "3 cuts" mis en avant par les experts internationaux du Special Advisory Council-Myanmar et ce sont les demandes portées par le peuple birman depuis le 1er février, avec un courage et une détermination sans limites. Rien ne peut justifier que Total alimente financièrement la junte. Alors que fait la France? Interpellé par des sénateurs lors du vote de la résolution du Sénat relative à la reconnaissance du NUG, le représentant du gouvernement reprend la communication de Total. Le problème, c'est que l'argument de la suspension de dividendes annoncée en mai par le groupe est fallacieux : cette suspension ne représente qu'environ 10 % des sommes en jeu selon les experts du secteur. Mensonge au sommet?

### ***Sénat - Compte rendu analytique officiel du 5 octobre 2021*** ***« Reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale de Birmanie »***

**M. André Vallini, Sénateur de l'Isère :**

*"La junte ne bougera que si son moteur financier est menacé. Il faut donc des sanctions ciblées, notamment des restrictions concernant les industries extractives... Hélas, la réponse de la France se limite à des considérations de principe. Elle est bloquée par la présence de Total dans un conglomérat d'exploitation de gaz qui est source précieuse de liquidités pour la junte. Total a certes annoncé qu'il respecterait les sanctions, mais n'en poursuit pas moins son activité. Tous les paiements de Total au conglomérat doivent être versés sur un compte protégé jusqu'au retour d'un gouvernement légitime."*

***Sénat - Compte rendu analytique officiel du 5 octobre 2021  
« Reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale de Birmanie »***

**Mme Michelle Gréaume - Sénatrice du Nord :**

***"D'après une enquête du Monde, Total, qui exploite un gisement gazier en Birmanie, serait associé au détournement de centaines de millions d'euros au profit de la junte. Si cela est avéré, c'est un véritable scandale. La décision de Total, prise sous la pression des ONG, de suspendre (partiellement) ses versements aux actionnaires birmans n'est qu'une microréponse à un gigantesque problème."***

***Sénat - Compte rendu analytique officiel du 5 octobre 2021  
« Reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale de Birmanie »***

**Mme Joëlle Garriaud Maylam - Sénatrice représentant les Français hors de France :**

***"Avec mon homologue de l'Assemblée nationale Alain David, nous avons publié, en juin dernier, une tribune dans Le Monde appelant à la reconnaissance du Gouvernement d'union nationale et à l'affectation des dividendes (paiements) versés par Total (à la junte) sur un compte bloqué."***

***Sénat - Compte rendu analytique officiel du 5 octobre 2021  
« Reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale de Birmanie »***

**M. Olivier Cigolotti, Sénateur de la Haute-Loire :**

***"On peut également s'interroger sur le positionnement des groupes pétroliers : les sommes versées permettent aux putschistes de rémunérer militaires et policiers. Total s'était engagé à verser en compensation le montant des impôts et des taxes aux organisations humanitaires : les mois passent, mais toujours rien. L'apport financier du secteur des hydrocarbures à un pouvoir illégitime est un problème."***

***Sénat - Compte rendu analytique officiel du 5 octobre 2021  
« Reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale de Birmanie »***

**M. Franck Riester, ministre délégué, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité:**

***Jean-Yves Le Drian m'a demandé de le représenter, ne pouvant être présent au Sénat... S'agissant de Total, nous prenons acte des décisions de l'entreprise. Notre position est sans ambiguïté : frapper les intérêts économiques des forces de sécurité birmanes tout en préservant la population civile. Le groupe annonçait le 26 mai que « lors de l'assemblée générale de Moattama Gas Transportation Company Limited du 12 mai dernier, toutes les distributions aux actionnaires de cette société ont été suspendues ». MOGE a donc cessé de percevoir les dividendes mensuels pour le champ gazier de Yadana, exploité depuis 1992."***